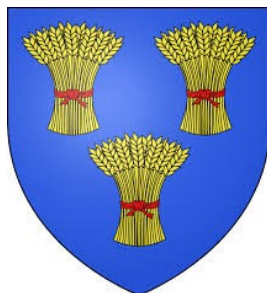


DEPARTEMENT DU LOIRET
-
COMMUNE D'OUTARVILLE



**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE PRESENTTEE
PAR**

LA S.A.S. RECUP 44

**EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UN ENTREPOT DE
STOCKAGE DE PIECES AUTOMOBILES NEUVES ET
D'OCCASION DONT DES BATTERIES ACIDE/PLOMB
NEUVES ET DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT PAR
BROYAGE DE DECHETS DANGEREUX DE BATTERIES
ACIDE/PLOMB SITUE SUR LA COMMUNE D'OUTARVILLE**

DEUXIEME PARTIE

CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Jean BERNARD

Cette enquête publique avait pour objet de solliciter l'avis du public sur le projet présenté par la S.A.S. RECUP 44 en vue de l'exploitation d'un entrepôt de stockage de pièces automobiles neuves et d'occasion dont des batteries acide/plomb neuves, de transit et de traitement par broyage de déchets dangereux de batteries acide/plomb sur le territoire de la commune d'Outarville (Loiret).

Sur la forme de l'enquête :

Cette enquête s'est tenue du **16 janvier 2023 au 17 février 2023 inclus**, soit pendant **trente-trois jours consécutifs**.

Elle a été organisée et s'est déroulée, sans incident notable, conformément aux prescriptions :

- ✓ de l'arrêté de Madame la Préfète du Loiret du 09 décembre 2022,
- ✓ du code de l'environnement.

Toutes les personnes désireuses d'y participer ont été reçues, ont pu s'exprimer et présenter leurs requêtes et observations librement et sans contrainte pendant la durée de l'enquête et les **quatre (4) permanences** tenues par le commissaire-enquêteur.

Le public avait la possibilité de prendre connaissance du dossier, sous forme papier ou numérique, sans difficulté et d'obtenir auprès de l'autorité organisatrice, de la personne déléguée par le porteur de projet ou du commissaire-enquêteur toutes les informations souhaitées sous réserves qu'elles ne soient pas protégées par les réglementations en vigueur.

Le commissaire-enquêteur a pu obtenir, sous les mêmes réserves, toutes les explications nécessaires de la part de l'autorité organisatrice et du maître d'ouvrage.

La publicité a été assurée par voie d'annonces légales, d'affiches au format A2 et d'affichage de l'arrêté ou de l'avis d'enquête dans les mairies concernées par le périmètre d'affichage.

J'ai constaté la réalité de cet affichage sur le site et à la mairie d'Outarville lors de mes déplacements ou des permanences.

Ainsi, **au cours de cette enquête**, le commissaire-enquêteur a reçu **vingt-neuf (29) contributions** qui se répartissent ainsi :

- **neuf (9) mails** ont été reçus à l'adresse dédiée à la préfecture du Loiret ;
- **trois (3) observations orales** pendant les permanences,
- **huit (8) observations sur le registre d'enquête** de la mairie d'Outarville
- **six (6) courriers** insérés dans le registre d'enquête,

- trois (3) pétitions : une sous forme de coupons déposés à la mairie (52 noms), une sous forme de mails (3 noms), une sur le site change.org. (226 noms).
- aucune demande de renseignement
- aucune observation ou proposition émanant d'une association.

Toutes les observations, quelle que soit leur forme ont été communiquées au porteur de projet.

Le procès-verbal des observations a été remis au maître d'ouvrage, qui en a accusé réception, le 24 février 2023 à 10 h 30, sur le site d'Outarville ; son mémoire en réponse a été adressé au commissaire-enquêteur le 10 mars 2023.

Dans ce mémoire, le porteur de projet renvoie à plusieurs reprises aux réponses faites à la MRAE qu'il joint à ce document. Ces deux documents devenant ainsi complémentaires, ils sont annexés ensemble au présent rapport.

Sur le fond de l'enquête :

J'ai noté dans le rapport les difficultés rencontrées dans l'étude du dossier en raison du caractère confidentiel de nombreuses informations couvertes par les dispositions de l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 relative « à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement » ainsi que par les dispositions du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

Je me suis entretenu de ce problème avec les services de la Préfecture du Loiret et le mandataire du porteur de projet qui m'ont confirmé le caractère légal de ces dispositions.

Ce dossier, ainsi conforme à la réglementation en vigueur, reprend toutes les obligations réglementaires.

Cependant je note que, pendant la durée de l'enquête, personne n'a sollicité les sources d'information, auprès de la préfecture ou du porteur de projet, prévues par l'article 3 de l'arrêté organisant l'enquête publique.

En l'état actuel du dossier, et compte tenu des mesures compensatoires déjà prévues dans l'étude d'impact, j'estime que :

- ✓ si elle a fait apparaître des oppositions, cette enquête n'a pas soulevé de difficulté particulière à sa mise en œuvre ; elle est donc est peu susceptible de causer des troubles graves à l'ordre public ;
- ✓ sur le plan environnemental, ce site est pollué depuis des décennies du fait des activités antérieures de l'usine STECO POWER ; les problématiques en matière de pollution des sols tiennent, en partie, à l'exploitation antérieure

qui n'était pas soumise aux mêmes normes que le projet envisagé ; il convient bien évidemment que ce projet n'aggrave pas cette situation ; en matière environnementale, aucun enjeu « très fort » n'a été relevé ;

- ✓ ce projet est éloigné de toutes zones d'inventaire patrimonial (NATURA 2000, ZNIEFF, ZICO) ;
- ✓ l'impact environnemental des nouvelles activités projetées semble maîtrisé ; l'ensemble des activités se déroulent à l'intérieur des bâtiments dans un site industriel existant bien que présentant une apparence vétuste ;
- ✓ **l'usage de l'eau** fait l'objet de solutions de prélèvements et d'analyse ; seules les eaux pluviales de ruissellement seront rejetées après filtration et analyse ; le stockage des liquides potentiellement dangereux est associé à une capacité de rétention bien que les quantités de produits les plus dangereux ne soient pas clairement évaluées dans le dossier ;
- ✓ concernant la **pollution des sols**, des prélèvements réguliers, prévus tous les cinq ans doivent permettre de déterminer l'évolution des concentrations en plomb ;
- ✓ des mesures sont prévues pour mesurer **la pollution atmosphérique** avant la mise en route de l'activité de broyage et pendant la première année d'exploitation ; ces mesures doivent être complétées et ne pas se limiter à la première année ;
- ✓ l'élimination des **déchets** est soumise aux dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets dangereux du 17 octobre 2019 ;
- ✓ l'entreprise est située en zone Uia à usage artisanal ou industriel du **PLU** et en zone Uapb spécifique pour la maison à proximité immédiate dont les occupants ne se sont pas manifestés ;
- ✓ les mesures relatives à la **limitation des bruits** (broyeur, trafic) dans l'environnement prévues dans les mesures ERC devront être menées dans les meilleurs délais, le dossier prévoyant une activité en 2 x 8 h. les jours ouvrables ;
- ✓ le groupe SAS RECUP 44, dont l'entreprise d'Outarville est une filiale, possède, selon les éléments du dossier, les **capacités financières** suffisantes pour subvenir aux besoins de ce projet ;
- ✓ **l'étude de dangers** intègre le risque incendie ; le plan d'intervention (POI), en cours d'élaboration avec les services du SDIS 45, devra être arrêté avant le démarrage des activités de l'entreprise ;
- ✓ les **risques professionnels** sont prévus et les mesures nécessaires devront être conformes aux dispositions du code du travail.

Les points estimés ci-dessus figurent, parfois trop sommairement, dans le dossier soumis à l'enquête et dans les éléments de réponse du porteur de projet. Ils doivent être respectés, mis en application et faire l'objet d'un suivi rigoureux pour que ce projet qui, comme tout projet industriel, peut être générateur de pollutions potentielles, devienne cohérent dans la mesure où il remettra en activité, dans le

respect des normes en vigueur, un site industriel actuellement utilisé, mais sous-employé.

A terme, sur le plan économique, le **bilan pourra s'avérer positif** en générant la création d'une dizaine d'emplois, des ressources non négligeables pour la commune d'Outarville et en soumettant l'exploitant aux contraintes d'une entreprise classée SEVESO.

Abandonné, ce site deviendrait une friche industrielle aux portes du village sans souci d'amélioration des pollutions existantes.

J'estime cependant que ce projet souffre d'un **manque de communication**, d'une publicité à minima, limitée pour l'enquête publique aux obligations légales, envers la population qui reste sur les errements des activités antérieures de l'usine STECOPOWERS et le souvenir de l'incendie de 2020 et **n'a pas trouvé dans le dossier toutes les informations jugées suffisantes** sur les activités projetées et les normes auxquelles elles seraient soumises.

J'estime enfin que **les réponses** et les propositions faites **aux observations de la MRAE engagent le porteur de projet**.

Ainsi, après avoir :

- étudié le dossier,
- m'être entretenu avec le maître d'ouvrage et l'autorité organisatrice,
- visité les lieux,
- rencontré des élus,
- reçu les personnes qui le souhaitent,
- analysé les observations
- estimé ce qui précède,

j'émet au projet présenté par la S.A.S. RECUP 44 en vue de l'exploitation d'un entrepôt de stockage de pièces automobiles neuves et d'occasion dont des batteries acide/plomb neuves, de transit et de traitement par broyage de déchets dangereux de batteries acide/plomb sur le territoire de la commune d'Outarville (Loiret)

UN AVIS FAVORABLE SOUS RESERVE

que **toutes les mesures compensatoires** prévues dans le dossier par le porteur de projet, **les solutions proposées** et les **réponses aux observations** formulées pendant l'enquête **nécessitant des améliorations, des aménagements ou des modifications** au projet aient valeur d'engagement et soient mises en œuvre.

A Olivet, le 16 mars 2023
Le commissaire-enquêteur
Jean BERNARD

